Les mesures contre la Russie de mars 2022

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Le 5 mars 2022, Singapour a annoncé des sanctions contre la Russie en réponse à l'invasion de l'Ukraine, agissant pour la première fois depuis des décennies sans mandat du Conseil de sécurité. Le ministère des Affaires étrangères a justifié cette rupture avec la pratique par l'invasion non provoquée d'un État souverain et par la paralysie du Conseil de sécurité due au veto russe.[1] Les mesures financières mises en œuvre par la MAS (Monetary Authority of Singapore, l'autorité monétaire et de surveillance financière) interdisaient aux établissements financiers toute opération avec quatre banques russes nommément désignées (VTB, VEB.RF, Promsvyazbank et Bank Rossiya). Elles interdisaient également de participer à l'émission de nouveaux titres ou d'effectuer des opérations sur ces titres, ainsi que de financer des entités désignées liées au gouvernement russe. Enfin, elles interdisaient les services financiers susceptibles de faciliter la levée de fonds par le gouvernement ou la banque centrale russes.

Point le plus pertinent ici, les mesures comportaient une interdiction expresse visant les transactions en DPT. La MAS a enjoint aux établissements financiers, y compris aux prestataires de services DPT, de s'abstenir de faciliter des transactions portant sur des DPT susceptibles d'être utilisées pour contourner les autres mesures. En

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

pratique, cela signifiait bloquer les transactions liées aux banques et entités désignées et traiter les flux DPT présentant un lien avec la Russie comme des flux à risque élevé.[2] Cette interdiction visant les DPT était inhabituelle à l'époque. Elle montrait que la MAS considérait les cryptos comme un canal de contournement dès le début des mesures contre la Russie. Le volet du contrôle des exportations, administré par les douanes singapouriennes (Singapore Customs) en vertu du Strategic Goods (Control) Act 2002, restreignait les biens militaires et à double usage ainsi que certains produits électroniques.

Les mesures singapouriennes étaient plus étroites que les paquets de l'UE, du Royaume-Uni ou des États-Unis. Singapour n'a pas gelé les avoirs des oligarques, n'a pas imposé d'interdiction générale des services crypto aux résidents russes comme l'a fait l'UE en octobre 2022 et n'a pas adopté le plafonnement du prix du pétrole. Un ressortissant russe résidant à Singapour et sans lien avec une entité désignée peut légalement détenir un compte DPT auprès d'un titulaire de licence singapourien, sous réserve de mesures de vigilance renforcées. La même personne ne pourrait pas être servie par la filiale suisse du titulaire si l'interdiction des services crypto prévue par l'ordonnance suisse lui était applicable (voir la partie F, chapitre VII). Cette asymétrie est l'un des exemples les plus clairs de la raison pour laquelle un groupe présent sur deux places ne peut appliquer une politique unique d'acceptation des clients sans un niveau propre à chaque juridiction.

Notes

1. Ministry of Foreign Affairs, Singapour, déclaration du 28 février 2022 et communiqué de presse du 5 mars 2022 annonçant des sanctions et restrictions à l'encontre de la Russie ; MAS, communiqué de presse du 5 mars 2022, « MAS Imposes Financial Measures Against Russia ». ↩
2. MAS, communiqué de presse du 5 mars 2022, et notice de la MAS aux établissements financiers qui l'accompagne sur les mesures financières concernant la Russie, y compris l'interdiction de faciliter des transactions en digital payment tokens susceptibles de contourner les mesures. ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com